

Pouvoir d'emprunt—Loi

proposées par le Nouveau parti démocratique dans son programme de relance économique. Le ministre d'État aux Finances sait à quoi je fais allusion. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher) le sait aussi. Ces suggestions, nous les avons faites à maintes reprises au cours des deux semaines dernières, de sorte que personne ne pourra dire aujourd'hui que les néo-démocrates n'ont pas de programme de relance économique.

Nous avons proposé des programmes économiques qui remettraient l'économie sur les rails sans provoquer une augmentation sensible du déficit. Nous croyons qu'il est possible de réaffecter les fonds, que les dépenses actuelles ne répondent plus aux circonstances. Il faut réorienter ces dépenses vers des activités qui sont d'une plus grande capacité productrice, et qui rapporteraient. En d'autres termes, une tranche des dépenses actuelles du gouvernement, qui sont évidemment prévues dans le budget, serviraient à des investissements. Ainsi, nous investirions pour l'avenir, de telle sorte que même dans le programme de relance que nous proposons, il n'est nullement question d'augmenter de façon appréciable les dépenses publiques. Ainsi, d'une part la situation économique se trouverait stimulée et d'autre part ce programme permettrait de rappeler immédiatement au travail un grand nombre de travailleurs du bâtiment, ce qui réactiverait les usines du pays tout entier qui alimentent cette industrie. La relance de l'industrie de la construction fournirait également un débouché pour nos produits de la forêt et redonnerait du travail à un grand nombre de nos travailleurs forestiers.

• (1650)

Voilà le genre de programme que nous préconisons dans l'immédiat. Bien sûr, le programme à plus long terme consisterait à négocier avec les sociétés multinationales implantées chez nous. Ces sociétés sont une réalité et ce n'est pas demain qu'elles disparaîtront, mais nous devrions négocier avec elles des accords de production. Si elles veulent avoir un marché chez nous, elles devraient y créer des emplois.

L'industrie automobile japonaise constitue un excellent exemple. Si nous achetons 200,000 voitures japonaises de plus chaque année, négocions avec les fabricants japonais afin qu'ils produisent leurs pièces et composants au Canada et y assemblent également leurs voitures. Si cela ne peut se faire dans la proportion de 100 p. 100, peut-être une proportion de 85 ou 75 p. 100 nous serait-elle acceptable, mais, bon sang, négocions avec les multinationales pour créer des emplois chez nous. Ce ne serait rien demander de bien extraordinaire. Nous demandons simplement d'agir comme le font la plupart des pays progressistes dans le monde aujourd'hui.

Quant aux marchés de l'État, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) expose à l'occasion la politique du gouvernement. Le ministre d'État pour les Petites entreprises et le Tourisme (M. Lapointe) prétend que le gouvernement encourage la petite entreprise. Ce ne sont que des paroles creuses, qui sonnent bien dans un discours. Mais, dans les faits, la politique d'approvisionnement du gouvernement fédéral est abominable. Elle ne procure simplement pas tout le soutien et l'encouragement qu'elle devrait.

En terminant, je tiens simplement à dire que les Canadiens n'attendent plus de déclarations du ministre des Finances. On nous demande d'approuver des dépenses gouvernementales

supplémentaires de 6.6 milliards de dollars. Les Canadiens veulent savoir comment cet argent sera investi et à quoi il servira. Ils veulent un exposé réaliste du ministre des Finances. Ils veulent des décisions. Nous ne pouvons plus nous permettre de nous bercer de belles paroles.

M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement pour demander au député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) s'il m'autoriserait à lui poser une question à condition qu'il lui reste assez de temps.

M. l'Orateur adjoint: Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) accepterait-il de répondre à une question?

M. Riis: Certainement, monsieur l'Orateur. Je crois qu'il me reste un peu de temps.

M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, ma question a trait aux personnes qui, selon le député, auraient dit que nous traversons une crise économique. Il a, si je ne m'abuse, parlé de William Mackness et de Calvert Knudsen de la société MacMillan Bloedel. En ce qui concerne plus précisément le président de cette société, le député est-il d'accord avec les solutions qu'il a proposées et s'inquiète-t-il également comme lui du fait que cette entreprise a de plus en plus de mal à faire face aux exigences des syndicats? Propose-t-il lui aussi que le gouvernement fédéral impose un contrôle des salaires et des prix afin que les entreprises puissent maintenir les salaires à un niveau raisonnable?

M. Riis: Monsieur l'Orateur, je vais répondre à cette question à laquelle je m'attendais d'ailleurs, mais je croyais qu'elle viendrait d'un député de ce côté-ci.

Ce que j'ai essayé de faire comprendre au cours de mon intervention, c'est que pour la cinquième année consécutive, les salaires augmentent moins vite que le taux d'inflation. Autrement dit, les augmentations de salaires ne sont pas un facteur d'inflation au Canada. Le pouvoir d'achat des Canadiens se détériore régulièrement depuis cinq ans et c'est faire preuve de simplicité ou de naïveté, voire des deux, que de prétendre que le contrôle des salaires permettrait de résoudre nos problèmes économiques. Si j'ai cité Calvert Knudsen, c'est parce qu'il appartient à l'une de nos plus grosses entreprises. C'est un expert de l'industrie du bois et il avait prévu la faillite de notre économie si le gouvernement maintenait sa politique fiscale et monétaire. Il est bon je crois d'écouter ce qu'il a à dire.

M. Jesse P. Flis (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je tiens à signaler que je suis très heureux de pouvoir prendre part au débat sur le bill C-111, tendant à attribuer un pouvoir d'emprunt supplémentaire. En ma qualité de secrétaire parlementaire du ministre des Transports, je suis bien placé pour parler du bill du point de vue des transports et je suis très heureux que l'expert officiel du Nouveau parti démocratique comprenne qu'il importe de faire des investissements dans ce secteur. Aucun secteur, à mon sens, n'est plus important que celui des transports et il faut absolument y faire des investissements pour assurer notre avenir économique.

L'opposition officielle a dit qu'il était indispensable de stimuler l'économie pour créer des emplois. Je participe à ce débat parce que, d'après moi, en faisant des investissements importants dans les transports, on stimulerait l'économie et on créerait des emplois sans alimenter l'inflation, ce qui se passerait si ces investissements étaient faits dans d'autres secteurs de l'économie.